

## Comment agir collectivement en faveur de la démocratie ?

Author : Xenophon Tenezakis

Categories : [Politique](#)

Date : 26 décembre 2021

**ANALYSE : Comment agir collectivement en faveur de la démocratie sans pour autant reproduire, dans cette action même, les formes de domination auxquelles on s'oppose, et ce tout en maintenant l'effectivité de cette action ?** Telle est la question que se pose [Xenophon Tenezakis](#) dans la thèse de doctorat qu'il prépare. Une discussion entre Sartre, Lefort et Castoriadis a eu lieu autour d'un problème parallèle dans les années 1950, et fournit les linéaments d'une réponse, sinon d'une solution, explique le professeur agrégé de philosophie.

---



*Diplômé de Sciences Po Strasbourg et d'un master d'histoire de la pensée politique de l'Ecole normale supérieure de Lyon, [Xenophon Tenezakis](#) est professeur agrégé de philosophie et doctorant en philosophie politique à l'Université Paris Est Créteil. Sa thèse porte sur la question de la compatibilité entre action collective et liberté à partir de la Critique de la Raison Dialectique de Jean-Paul Sartre.*

Les sciences humaines et sociales ont largement fait le diagnostic des maux qui minent les sociétés contemporaines. On peut citer la privatisation progressive des services publics, la mise en concurrence croissante des individus à cause du chômage chronique, mais aussi des nations via la constitution d'un marché mondial, l'accroissement des expériences de souffrance [1] ou de non-sens au travail [2], l'accroissement des inégalités [3], autant de changements qui ont accompagné le tournant politique néolibéral incarné par les figures de la présidence américaine de Reagan et du gouvernement britannique de Thatcher. Ces sociétés ne semblent pas, à bien des égards, à la hauteur de la promesse de liberté et d'égalité dont était porteuse la modernité. L'impuissance des partis politiques à résoudre cette situation conduit dans nombre de cas, en particulier en Occident, à une apathie politique croissante, dont témoigne la baisse des taux de participation électoraux [4]. L'une des réponses à ces maux, exprimée dans ce qu'on a appelé des mouvements de place comme le 15M espagnol, Occupy Wall Street ou Nuit Debout, mais pas seulement, est une demande croissante de démocratisation de la politique et de participation, et un refus de la verticalité. Mais à notre connaissance, aucun de ces mouvements n'a pu conduire à une transformation sociale plus large des institutions politiques dans le sens de cette démocratisation. L'un des reproches qu'on a pu leur faire est que leur horizontalité les aurait empêché de se structurer suffisamment pour qu'ils puissent peser dans la société, et avoir une action efficace. À l'inverse, des partis plus structurés comme *Podemos* ou *La France insoumise* ont eux fait l'objet d'accusations de hiérarchie et de technocratie, allant à l'encontre des objectifs de démocratie poursuivis par LFI. Comment agir collectivement en faveur de la démocratie sans pour autant reproduire, dans cette action même, les formes de domination auxquelles on s'oppose, et ce tout en maintenant l'effectivité de cette action ? Une discussion entre Sartre, Lefort et Castoriadis a lieu autour d'un problème parallèle dans les années 1950, et fournit les linéaments d'une réponse, sinon d'une solution.

Ces années sont marquées par la Guerre Froide, et le durcissement idéologique et dogmatique du Parti communiste français, sous l'influence du stalinisme, mais aussi de sa répression. Sartre veut, malgré ce durcissement, défendre le PCF face à la répression dont il fait l'objet, parce qu'il l'estime nécessaire pour l'unité des ouvriers et donc pour leur lutte en faveur d'une société meilleure. Pour Sartre, les ouvriers sont unis grâce au Parti, et en son absence, ils n'auront aucun moyen de se défendre. C'est que la situation similaire des ouvriers, par exemple le fait d'être un travailleur manuel et salarié, donc soumis à un patron dont on dépend pour son revenu, produit certes une manière d'être et des conditions de vie similaires, mais ne produit pas une unité d'action. En effet, cette situation réduit le prolétariat à une pluralité d'éléments disparates sans lien réel, parce qu'ils sont chacun absorbés par les nécessités propres à leur survie. Cette situation condamnerait les ouvriers à la réalisation indépendante et dispersée d'actes d'opposition dont les

résultats sont complètement indépendants des intentions qui les ont produits (une répression policière, par exemple). Les ouvriers ne forment alors qu'une masse inerte, une «*sarabande d'atomes*» [5]. D'où la nécessité d'un parti :

*«Ce qui compte c'est que, par la nécessité même de la situation, l'organisme qui conçoit, exécute, rassemble, et qui distribue les tâches - qu'il soit syndicat révolutionnaire ou parti ou les deux - ne peut se concevoir que comme une autorité. [...] Il s'agit d'un ordre qui fait régner l'ordre et qui donne des ordres.»* [6]

Dans la mesure en effet où le prolétariat est en lutte contre un adversaire déterminé qui cherche à accroître son exploitation, il a besoin d'un ferment d'unité qui produit en lui au minimum l'adaptation aux actes de celui qui cherche à l'exploiter, et, si possible, l'unité par un projet qui permet de renverser son état de domination. C'est à cela que sert le Parti, la structure. Mais ce projet permet aussi une réhabilitation spirituelle de celui qui est adoubé par lui, puisqu'il sort de son état d'aliénation. L'engagement *militant* est donc à la fois la voie de rédemption de l'ouvrier atomisé et un moyen d'unification de la classe. Ainsi, pour Sartre, l'ordre organisationnel propre à un parti, en particulier s'il s'agit pour elle de durer à travers le temps, parce que la société, et en particulier le prolétariat, est essentiellement de nature passive.

Lefort, qui écrivait également dans *Les Temps Modernes*, s'oppose de façon virulente à Sartre. Pour Lefort, le parti communiste sous sa forme stalinienne est «*une conduite de commandement qui fait du prolétariat un élément passif*» [7]. Dans les mains du parti communiste, le prolétariat devient une sorte d'instrument soumis à la volonté du parti, car il ne participe pas à l'élaboration de ses propres positions politiques et à la réflexion sur elles. Les bureaucrates du parti deviennent alors une classe à part, visant avant tout la survie du parti et non l'émancipation des ouvriers, ce qui contrevient au projet d'une société sans classes. Ce qu'il revient dès lors de faire est alors d'aider l'expérience ouvrière à se développer de façon autonome, donc à prendre conscience de la hiérarchie du parti comme obstacle à détruire [8]. Et cela est possible parce qu'il y a une unité immanente à la classe pour Lefort, liée justement à cette expérience : il existe un «*processus naturel, mais non inconscient, d'une expérience au sein de laquelle les conditions extérieures, l'action du groupe et la perception qu'il acquiert de ses tâches évoluent peu à peu en fonction l'une*

de l'autre» [9]. Dans leur confrontation à leurs conditions de travail, les ouvriers prennent progressivement conscience de leur aliénation et développent des moyens de s'y opposer. Les ouvriers ne sont pas seulement isolés mais comportent des liens actifs entre eux, une solidarité minimale, et par là de la résistance. Ils mettent par exemple en œuvre des ralentissements de la production que le contre-maître est obligé de tolérer.

**Lire aussi :** [Bobard démocratique](#) (Stéphane Braconnier)

D'où l'opposition de Lefort à tout parti : il n'est pas nécessaire. Dans «*L'Expérience prolétarienne*», il affirme que «*la classe ne peut s'aliéner dans aucune forme de représentation stable et structurée sans que cette représentation s'autonomise*» [10]. La classe ouvrière ne peut que se représenter elle-même. Ou, comme le dit Lefort de façon frappante, «*son institution est la révolution elle-même*» [11]. Mais comment la révolution pourrait-elle être sa propre institution ? C'est que ses formes d'action doivent être «*des noyaux multiples de militants organisant librement leur activité et assurant par leurs contacts, leurs informations, et leurs liaisons non seulement la confrontation mais aussi l'unité des expériences ouvrières*» [12]. Autrement dit, une organisation politique en faveur d'une société plus égalitaire ne pourrait pas avoir un rôle de coordination, mais seulement d'information, de luttes qui doivent rester dispersées et multiples.

Mais alors, ne finit-on pas par compter purement et simplement sur le hasard, dont on espère qu'il produira le changement social désiré, sans vraiment agir ? Dans le groupe que Lefort a fondé avec Castoriadis, *Socialisme ou Barbarie*, cette discussion a une portée pratique immédiate, puisqu'il s'agit de savoir si ce groupe doit constituer simplement un groupement d'intellectuels (l'option de Lefort) ou être un groupement d'action concrète (l'option de Castoriadis). Ce dernier admet, comme Lefort, que lutter contre la domination capitaliste suppose de s'interroger sur les moyens par lesquels on peut éviter que les organisations révolutionnaires ne produisent une caste de bureaucrates dirigeants. La lutte politique doit être aussi lutte contre soi-même, car la culture capitaliste, «*les habitudes séculaires, les évidences du sens commun bourgeois*» [13], tendent à inhiber le développement du prolétariat. Et ce, par exemple sous la forme de la division entre dirigeants, censés être compétents, et exécutants, qui existe déjà dans l'économie et qui survit dans les organisations ouvrières elles-mêmes via leur bureaucratisation, leur division en dirigeants

et exécutants, les uns exploitant les autres. Cela tient à ce que l'organisation militante ou révolutionnaire «*participe de la société qu'elle veut abolir*» [14]. Elle est en permanence exposée à son influence et doit même faire avec elle. Castoriadis a donc conscience du risque de bureaucratisation. Mais l'évitement de ce risque ne passe pas par la suppression de toute organisation, mais par un travail de lutte contre cette bureaucratisation elle-même.

Comment une organisation pourrait-elle lutter contre cela ? «*La tâche qui se pose à l'organisation dans ce domaine est d'associer organiquement les intellectuels et les travailleurs en tant que travailleurs à l'élaboration de ses conceptions*» [15]. Le travail théorique d'une organisation voulant vraiment défendre l'émancipation des ouvriers doit être accompli collectivement, de façon à ce que tous participent à l'élaboration de ses principes, et ce non seulement en vue d'une action efficace, mais aussi pour éclairer l'expérience elle-même des ouvriers, leur montrer comment les grands problèmes sociaux se connectent à leur vie quotidienne, en d'autres termes les rendre autonomes intellectuellement. Ce qui ne veut pas dire qu'une telle organisation aurait une vocation seulement intellectuelle. Elle aurait pour mission de favoriser «*la constitution de groupements minoritaires de lutte dans les entreprises*» [16]. L'organisation qu'il a en tête n'est pas qu'intellectuelle, elle promeut aussi des actions de contestation qu'elle coordonne. Elle doit être centralisée, pour qu'il y ait une unité d'action. Mais comment dans cette perspective éviter la bureaucratisation, la constitution d'un corps de dirigeants qui utilisent l'organisation à leur avantage et non pour promouvoir la démocratie ? Pour Castoriadis, une organisation révolutionnaire doit donner aux organismes de base «*la plus grande autonomie*» possible, pratiquer le plus possible une forme de «*démocratie directe*», et composer les organismes centraux de «*délégués issus des organismes de base, élus et révocables à tout moment*» [17]. Ainsi, la possibilité de s'opposer aux décisions prises par l'usage de règles de contestation démocratique prévues à cet effet permettrait de se protéger de la bureaucratisation. Mais de telles institutions supposent concrètement, pour fonctionner, «*une participation active et permanente de l'ensemble des membres de l'organisation*» [18]. La contradiction qui mène à la bureaucratisation des organisations peut ainsi être pratiquement résolue en garantissant une participation importante à l'organisation, via des procédures de démocratie directe.

**Lire aussi :** [L'indignation ne permet pas de construire une société juste \(Michel Malherbe\)](#)

Ces intellectuels ne posaient pas le problème de la démocratisation de la société comme nous le faisons aujourd'hui. Leur optique était socialiste ou communiste. Cependant, des enseignements peuvent être tirés de cette discussion pour notre présent : il s'agit dans les deux cas de réfléchir sur la façon de lutter contre des formes de domination sans les reproduire dans son action. La réponse à ce problème tel qu'il se pose aujourd'hui, à savoir comment agir en faveur de la démocratie sans reproduire les dominations contre lesquelles on lutte, semble bien être qu'il faudrait préfigurer une forme plus radicale de démocratie dans la structuration de l'action même qui lutte en faveur de la démocratie, puisque dans le cas inverse son résultat risque de n'être pas pleinement démocratique. Ce qui ne signifie pas une horizontalité complète : il semble juste d'affirmer qu'une conciliation entre démocratie et centralisation est nécessaire, via non seulement des formes de délibération directe, mais aussi de représentation et de contestation organisée. Et ce car on se trouve dans une démocratie de masse où tous ne peuvent participer à tout moment. Et ce y compris dans l'action qui lutte en faveur de la démocratie, puisqu'elle ne peut être pleinement démocratique que si elle préfigure les institutions qu'elle vise à créer.

On pourrait alors objecter que ces règles institutionnelles peuvent être détournées. Cependant, nul dispositif ne peut prémunir absolument d'un tel détournement, car on ne peut prédire quel usage en feront les individus. Max Weber soulignait bien que nulle morale ne peut dire à l'homme politique ce qu'il doit faire en toutes les circonstances [19]. En effet, il peut aisément rencontrer des dilemmes face auxquels il n'existe pas de solution simple, où tous les choix possibles impliquent des conséquences néfastes et le sacrifice de principes moraux. De façon analogue, on ne peut jamais avoir de certitude absolue sur le degré de démocratie compatible avec une certaine action collective : il s'agit toujours de s'organiser dans des circonstances où notre savoir est limité quant aux possibilités qui nous sont disponibles et quant aux conséquences de nos actions. Ainsi, une certaine imperfection de la forme démocratique sera toujours présente dans l'action collective, et ceci aussi parce qu'elle se confronte à une société avec laquelle elle doit compter et dont elle s'imprègne inévitablement. Il reste nombre de questions : comment définir concrètement les modalités de délibération, de représentation et de contestation dans l'action collective ? Comment pourrait-elle affronter concrètement la contradiction qu'il y a entre la nécessité de survivre dans un monde imparfaitement démocratique et la volonté de le transformer dans un sens davantage démocratique ? Que faire de l'incertitude propre à toute action évoluant dans un environnement social ? C'est une réflexion sur ces thèmes que nous essayons justement d'approfondir dans notre travail de thèse.

[1] C. Dejours, *Souffrance en France la banalisation de l'injustice sociale*, Paris, Éd. Points, 2014.

[2] D. Graeber et E. Roy, *Bullshit jobs*, Paris, Les liens qui libèrent, 2018.

[3] T. Piketty, *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, s. l., 2019.

[4] C. Braconnier, «L'abstention et la participation électorales», dans *Sociologie plurielle des*

*comportements politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, pp.37-68.

[5] J.-P. Sartre, «Les communistes et la paix», dans A. Elkaim-Sartre (Éd.), *Situations, IV*, s. I., Gallimard, 2015, p.280.

[6] *Ibid.*, p.312.

[7] C. Lefort, «IV. Le marxisme et Sartre», dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Librairie Droz, 1971, p.70.

[8] *Ibid.*, p.77. C'est un élément clé de l'analyse de Socialisme ou Barbarie, qui rapproche le groupe des analyses de l'École de Francfort mais aussi celles foucaaldiennes : l'idée que la modernité se caractérise par la légitimation rationnelle de la domination.

[9] *Ibid.*, p.61.

[10] C. Lefort, «III. L'expérience prolétarienne», dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Librairie Droz, 1971, p.35.

[11] C. Lefort, «VI. Organisation et parti», dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Genève, Librairie Droz, 1971, p.118.

[12] *Ibid.*, p.120.

[13] C. Castoriadis, «Prolétariat et organisation, I», dans E. Escobar, M. Gondicas et P. Vernay (Éd.), *La question du mouvement ouvrier, t. II*, Paris, Éditions du Sandre, 2012, p.284.

[14] *Ibid.*, p.314.

[15] *Ibid.*, p.308.

[16] *Ibid.*, pp.311-312.

[17] C. Castoriadis, «Prolétariat et organisation, II», dans E. Escobar, M. Gondicas et P. Vernay (Éd.), *La question du mouvement ouvrier, t. II*, Paris, Éditions du Sandre, 2012, p.312.

[18] C. Castoriadis, «Prolétariat et organisation, I», *op. cit.*, p.313.

[19] Voir M. Weber, «La profession et la vocation de politique», C. Colliot-Thélène (trad.), dans *Le savant et le politique*, Paris, La Découverte, 2003.